

[Texte]

du Canada, n'est pas ce qu'il y a de plus réconfortant. Il n'y en a pas un d'entre nous qui se satisferait de ça.

Il est bien évident que les plans publics, comme le C.P.P. ou la Régie des rentes du Québec, ou notre pension de vieillesse, ce ne sont pas de bonnes grosses pensions qui répondent à tous les besoins. C'est une base, on le dit souvent; l'une représente à peu près 15 p. 100 d'un revenu idéal, l'autre à peu près 25 p. 100, et le reste, bon sang, d'où vient-il, d'où va-t-il venir?

By saying that for me the key issue is coverage, extension of coverage, I am not saying that there is no need to strengthen current private pension plans. Improved vesting rules, better inflation protection, mandatory survivor provision, these kinds of private pension reforms are very important; but they will be totally meaningless to the person who does not have a pension in the first place.

Again, the question which must surely take precedence over all others is: How do we ensure that those who do not have pension protection now will have access to it in the future? And I will venture, if I may, that you should add another dimension: How fast? The time element is key.

So you will undoubtedly hear from those who believe that the answer lies in the voluntary approach. That is one where individuals rely on the growth of the private business of pensions, whatever kind of plan, and their own ability to save for retirement. This is precisely the system that is in place now, and the results to date have not been good enough. After all, that is why the big debate on the pension reform exists and why you exist, all of you, as a special task force.

You see, in 1966—and I checked that with Allan MacEachen, who was then my predecessor and who piloted that—when governments introduced the Canada/Quebec pension plans in response to the retirement income needs, which were not being made by the OAS, my old age security pension, or the private pension, they did it at the rate we know, which is quite small. It is only 3.6% of the employer and employee contribution on the wages up to a minimum. In other countries it is three times that or more. In Europe we have seen that often. Why did they not go the whole way and make it something like 50% replacement of the ideal retirement income?

It was explained to me by my predecessors that it was done deliberately to leave space for the private sector to grow and fill the gap. Well, you judge, but it is a few years ago now, 1966; and from all our observations, the close-the-gap possibility that was left open to the private sector changed very little, and the percentage of paid workers covered changed from only 42% to 48% over such long, numerous years—over 10 years really... that we can only conclude that voluntary coverage has more or less levelled off. That is my working hypothesis.

In the 30 years following the introduction of the old age security program, the voluntary approach has not solved the coverage problem for most Canadians, and, frankly, it does not

[Traduction]

It is obvious that the public plans such as the CPP or the Quebec pension plan, or our Old Age Security are not great big pensions that meet all our needs. It is often said that they are basic plans: one represents about 15% of an ideal revenue, the other about 25% and the remainder, well, where will it come from?

Quand je dis que la protection ou l'extension de la protection est la question primordiale, cela ne veut pas dire qu'il ne faudra pas renforcer les régimes de pension privés actuels. Améliorer les règles qui gouvernent la dévolution, mieux protéger les prestations contre l'inflation, imposer des dispositions pour les survivants: toutes ces révisions des régimes de pension privés sont très importantes. Mais elles ne voudront absolument rien dire pour la personne qui n'adhère pas déjà à un régime de pension.

Encore une fois, la première question à se poser est celle-ci: Comment pouvons-nous nous assurer que ceux qui ne bénéficient pas de la protection d'un régime de pension maintenant y auront accès à l'avenir? J'ajouterai une autre dimension: à quelle vitesse? L'élément temps est primordial.

A ceci, les tenants du système facultatif ne manqueront pas de répondre qu'il faut compter sur la croissance des rentes privées et de l'épargne retraite personnelle. C'est précisément le système que nous avons à l'heure actuelle et dont les résultats jusqu'ici ont été si imparfaits. C'est après tout la raison pour laquelle il y a ce grand débat autour de la réforme des pensions, et c'est votre raison d'être en tant que groupe parlementaire spécial.

Voyez-vous, en 1966—et j'ai vérifié cela auprès d'Allan MacEachen, qui était alors mon prédécesseur et qui a parrainé le projet—les gouvernements ont créé le régime de pension du Canada et celui du Québec pour répondre aux besoins de revenus de retraite non satisfaits par le programme de la sécurité de la vieillesse et l'appareil des rentes privées, mais vous savez à quel taux on s'en est tenu. Seulement 3.6 p. 100 des contributions de l'employeur et de l'employé établies en fonction des salaires, et il y a un minimum. Dans d'autres pays, ce taux est trois fois supérieur ou plus. En Europe, nous l'avons vu souvent. Pourquoi ne sommes-nous pas allés jusqu'au bout et n'avons-nous pas exigé le remplacement d'environ 50 p. 100 du revenu de retraite idéal?

Mes prédécesseurs m'ont expliqué qu'on avait voulu laisser de la place pour la croissance du secteur privé, qui comblerait l'écart. Eh bien, à vous de juger, mais cela fait quelques années déjà, si on remonte à 1966; et l'écart qu'on voulait voir comblé par le secteur privé a très peu diminué, le pourcentage des salariés protégés est passé de 42 p. 100 à 48 p. 100 seulement pendant cette période, au cours de ces nombreuses années—sur plus d'une décennie—alors il nous faut bien conclure que la protection facultative s'est plus ou moins stabilisée. Voilà mon hypothèse de travail.

Au cours des 30 ans qui ont suivi le lancement du programme de la sécurité de la vieillesse, le système facultatif n'a pas résolu le problème causé à la plupart des Canadiens par le